

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

Rouen, le 03/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAFETY KLEEN FRANCE**

Rue Roland Duru - ZA du Parc  
Batiment A cellule 1  
76770 Malaunay

Références : UDRD.2023.05.ET.236.SB.BrJ  
Code AIOT : 0005805052

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté Rue Roland Duru - ZA du Parc Batiment A cellule 1 76770 Malaunay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFETY KLEEN FRANCE
- Rue Roland Duru - ZA du Parc Batiment A cellule 1 76770 Malaunay
- Code AIOT : 0005805052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

Dans le cadre du suivi de la situation administrative du site, l'inspection s'est rendue le 4 avril 2023 sur le site de la société SAFETY KLEEN, situé ZA du Parc, rue Roland Duru à MALAUNAY afin de s'assurer du respect des demandes formulées lors de la précédente visite d'inspection du 26 novembre 2019 et des conditions d'aménagement et d'exploitation pour prévenir les dangers et inconvénients des installations du site.

Depuis la parution du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 (création de la rubrique n° 2718), l'installation est désormais soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2718-1 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la quantité de déchets susceptibles d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 1 tonne. L'exploitant est ainsi autorisé à stocker dans son entrepôt (de 320 m<sup>2</sup>) des produits lessiviels (eau + savon), solvant et diluant qu'il met à disposition de ses clients pour le nettoyage de pièces mécaniques. Il stocke également les déchets de récupération de ces produits usagés qui sont ensuite expédiés toutes les deux semaines vers sa plateforme de regroupement basée à Coignièrès (78) pour être éliminés et traités (incinération pour les produits lessiviels usagés et récupération ou régénération des solvants pour les autres produits usagés). Le site bénéficie donc de l'antériorité pour cette activité 2718 sans disposer d'un arrêté préfectoral pour la réglementer.

L'inspection s'est ainsi attachée le jour de la visite à vérifier les demandes formulées lors de la précédente visite d'inspection du 26 novembre 2019.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** récolement des demandes formulées lors de la dernière visite d'inspection du 26 novembre 2019.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 Ecart n° 1 "rétention produits"	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n° 1</u></b>	1 mois
2	Suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 observation n° 1 "rétention eaux incendie"	/	<b>Mise en demeure, respect de prescription</b>	6 mois
4	Suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 observation n° 2 "installations électriques"	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n° 2</u></b>	1 mois
5	Suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 Ecart n° 3 "vérification désenfumage"	/	<b>Mise en demeure, respect de prescription</b>	1 mois
6	Suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 Ecart n° 4 "alarme"	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n°3</u></b>	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Régularisation situation administrative	Code de l'environnement du 04/04/2023, article L.511-1	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n° 4</u></b>	1 mois
9	suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 observation n° 1 "rétention eaux incendie"	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n° 5</u></b>	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 Ecart n° 2 "état des stocks"	/	Sans objet
7	Suite de la visite du 26/11/2019	Rapport d'inspection du 23/12/2019 Observation n° 3 "extincteurs"	/	<b><u>Observation n°1</u></b>

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que les conditions d'exploitation du site n'ont pas évolué depuis la dernière visite de l'inspection le 26 novembre 2019. Les quantités de stockage de déchets et produits dangereux (solvant et diluant propres et usagés) ont d'ailleurs considérablement diminué par rapport à 2019 passant de 20,68 tonnes à 5,88 tonnes.

Le dossier de porter-à-connaissance permettant de réglementer les dispositions d'aménagement et d'exploitation du site pour prévenir les dangers et inconvénients des installations (en terme de système de collecte des eaux d'extinctions...) est attendu pour le mois de mai 2023 (cf bon de commande en date du 29 mars 2023). Il devra également comprendre le dispositif de confinement des eaux d'extinction retenu par l'exploitant.

Toutefois, l'inspection relève deux écarts réglementaires : absence d'un dispositif permettant de confiner des eaux d'extinction d'un incendie et les produits liquides dangereux en cas de pollution accidentelle et l'absence de vérification du système de désenfumage du bâtiment depuis 2004.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 26 bis et 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation:

- en installant dans un délai de 6 mois , un dispositif permettant de confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie;
- en procédant dans un délai de 1 mois à la vérification du système de désenfumage afin de s'assurer que le système est opérationnel en toute circonstance dont le rapport sera transmis à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 26/11/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article Ecart n°1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise sur rétention, de tous les containers et fûts présentant des risques de pollution accidentelle dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les fûts entreposés ne sont pas tous munis de rétention afin de prévenir de tout risque de pollution accidentelle. L'exploitant indique que les fûts métalliques de couleur rouge de 110 et 60 litres ne contiennent respectivement que 60 litres et 28 litres de solvant pour des raisons pratiques. Les diluants (fût métallique de couleur grises) contiennent eux 25 litres. Les chiffons souillés sont récupérés et stockés dans des bacs puis expédiés sur la plateforme de regroupement de la société à Coignières (78). L'exploitant précise que ces chiffons réutilisables sont lavés en interne dans un centre basé en Allemagne. Le lessiviel (savon + eau) usagé est stocké dans des containers GRV (Grand Réservoir Vrac) de 600 litres ou 1 000 litres sur site. Après la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 28 avril 2023, les factures et bons de livraison de bacs de rétention pour le site.  Demande n° 1 : L'exploitant doit installer au plus tard avant le 2 juin 2023, les bacs de rétention sous tous les containers et fûts de produits, déchets et résidus de produits présentant des risques de pollution accidentelle dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article observation n°1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> mettre en place un système permettant de confiner les eaux d'incendie en cas de feu et les produits liquides dangereux en cas de pollution accidentelle. Vous vous assurerez également de la bonne gestion des eaux de lavage du sol du hangar</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection constate l'absence de système permettant de confiner les eaux d'incendie en cas de feu ainsi que les produits liquides dangereux en cas de pollution accidentelle.</p> <p>Écart réglementaire majeur n° 1 : Le fait de ne pas disposer d'un dispositif de confinement pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie constitue une non-conformité à l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui stipule notamment que « Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>. »</p> <p>L'inspection propose à monsieur le Préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter des dispositions de l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié en installant dans un délai de 6 mois à notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, un dispositif permettant de confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

N° 3 : Suite de la visite du 26/11/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article Ecart n° 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat du stock
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> tiendrez à disposition en permanence sur le site, l'état du stock à chaque fin de semaine
<b>Constats :</b> L'exploitant présente son état du stock à la date du 4 avril 2023 et précise qu'un inventaire complet du stock est réalisé chaque mois et toutes les semaines sur les produits liquides uniquement. La quantité totale de déchets à la date du 4 avril 2023 est la suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• 695 litres de Solvant usagé, avec une densité de 0,8 : 559 kg</li><li>• 550 litres de Solvant neuf : 440 kg</li><li>• 925 litres de Diluant usagé, avec une densité de 1 : 925 kg</li><li>• 350 litres de Diluant neuf : 350 kg</li><li>• Lessiviels usagés avec une densité de 1 : 4000 litres en GRV (de 1000 litres ou 600 litres) et 400 litres en fût métallique de 25 litres : 4 400 kg.</li><li>• 275 litres de Lessiviels neuf.</li></ul> L'inspection constate que la quantité totale de solvants (propres et usagés) est de 0,999 t (contre 11,28 t en 2019) et reste inférieure à 100 tonnes au titre de la rubrique n° 1436 de la nomenclature des installations classées. De même, la quantité totale de liquides inflammables (solvant usagés, diluant usagés et propres) est de 1,834 t (contre 13,76 t en 2019) restant inférieure à 50 tonnes au titre de la rubrique n° 4331 de la nomenclature des installations classées. La quantité de déchets dangereux de 5,88 tonnes (contre 20,68 tonnes en 2019) présente dans l'installation reste cependant supérieure ou égale à 1 tonnes, le site relève toujours du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2718-1 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Suite de la visite du 26/11/2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article observation n° 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification périodique des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> transmettre à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques du 02/10/19, accompagné éventuellement d'un échéancier d'intervention pour les observations relevées
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les installations électriques ont été vérifiées le 6 mars 2023 dont le rapport relève 2 observations, toutefois non susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.  Demande n° 2 : l'exploitant doit justifier à l'inspection au plus tard avant le 2 juin 2023, la levée des deux observations relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du 6 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article Ecart n° 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification du système de désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La vérification du système de désenfumage, au plus tard sous un délai d'un mois. Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné de mesures correctives en cas de non-conformités relevées</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection constate que le système de désenfumage n'est toujours pas vérifié depuis 2004.</p> <p>Écart réglementaire majeur n° 1 :</p> <p>Le fait de ne pas vérifier le système de désenfumage constitue une non-conformité à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui stipule notamment que « Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. (...) En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »</p> <p>L'inspection propose à monsieur le Préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter des dispositions de l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié en vérifiant dans un délai de 1 mois à notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, le système de désenfumage afin de s'assurer que le système est opérationnel en toute circonstance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 6 : Suite de la visite du 26/11/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article Ecart n° 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du système d'alarme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> remplacerez les batteries défectueuses du boîtier de l'alarme au plus tard sous un délai d'un mois. Le rapport de vérification du système d'alarme sera transmis à l'inspection
<b>Constats :</b> L'inspection constate le jour de la visite que le boîtier de l'alarme ne présente plus d'anomalie relative à des "batteries défectueuses" et semble fonctionner normalement.  Le système a été vérifié en mars 2023 selon les dires de l'exploitant mais n'a pas pu présenter le rapport le jour de la visite.  Demande n°3 : l'exploitant doit transmettre à l'inspection au plus tard avant le 2 juin 2023, le rapport de vérification du système d'alarme afin notamment de confirmer que le boîtier de l'alarme est opérationnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 7 : Suite de la visite du 26/11/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article Observation n° 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification des extincteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> rendre accessible tous les extincteurs du site
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'extincteur n'est pas encore correctement accessible. L'exploitant procède le jour de la visite au déplacement du fût métallique vide placé devant l'extincteur afin de le rendre accessible. L'inspection constate que les extincteurs sont vérifiés régulièrement et au moins une fois par an par un organisme habilité.
<b>Observations :</b> Observation n° 1 : l'exploitant veille à garder facilement accessible tous les extincteurs tout au long de l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Régularisation situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/04/2023, article L.511-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, condition d'aménagement et d'exploitation du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Remise d'un PAC un porter-à-connaissance reprenant :</p> <p>l'historique et la présentation des installations du site ;</p> <p>les activités exercées ;</p> <p>les rubriques de la nomenclature s'appliquant aux installations du site ;</p> <p>la nature et utilisation des produits stockés (et les éventuels mélanges incompatibles) ;</p> <p>les impacts générés par les installations et leurs mesures de gestion (pour les volets eau, air, bruit, déchets, défense incendie, etc.) ;</p> <p>une étude d'incidences et de dangers (avec modélisation de l'incendie généralisé du hangar et les flux thermiques associés).</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 29 mars 2023, le bon de commande signé auprès d'un bureau d'études pour la réalisation d'un porter à connaissance reprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'historique et la présentation des installations du site ;</li><li>• les activités exercées ;</li><li>• les rubriques de la nomenclature s'appliquant aux installations du site ;</li><li>• la nature et utilisation des produits stockés (et les éventuels mélanges incompatibles) ;</li><li>• les impacts générés par les installations et leurs mesures de gestion (pour les volets eau, air, bruit, déchets, défense incendie, etc.) ;</li><li>• une étude d'incidences et de dangers (avec modélisation de l'incendie généralisé du hangar et les flux thermiques associés).</li></ul> <p>L'échéance de la remise du porter-à-connaissance à l'inspection est indiquée pour le mois de mai 2023.</p> <p>Demande n°4 : L'exploitant doit remettre à l'inspection au plus tard avant le 2 juin 2023, le porter à connaissance afin de d'encadrer les activités du site et de prévenir des dangers et inconvénients des installations par voie d'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 23/12/2019, article observation n° 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> mettre en place un système permettant de confiner les eaux d'incendie en cas de feu et les produits liquides dangereux en cas de pollution accidentelle. Vous vous assurerez également de la bonne gestion des eaux de lavage du sol du hangar</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection constate l'absence de système permettant de confiner les eaux d'incendie en cas de feu ainsi que les produits liquides dangereux en cas de pollution accidentelle. Pour répondre à cette prescription, l'exploitant envisage la mise en place d'un muret de 70 cm de parpaings avec une barrière dans le bâtiment (comme sur son site à Saint-André-sur-Orne dans le Calvados) à l'entrée pour permettre de confiner les eaux d'incendie ou une pollution accidentelle. L'exploitant indique que ce point sera traité dans le porter à connaissance pour lequel il a mandaté un bureau d'étude (bon de commande signé à la date du 29 mars 2023 à l'appui).</p> <p>Demande n° 5 : L'exploitant doit transmettre à l'inspection au plus tard avant le 2 juin 2023, la solution retenue pour confiner les eaux d'incendie en cas de feu ainsi que les produits liquides dangereux en cas de pollution accidentelle. La solution technique retenue devra être conforme aux règles de l'art notamment pour ce qui est du volume à retenir (calcul D9A, ou équivalent) et elle devra être mise en œuvre sous un délai n'excédant pas 6 mois, en lien avec les propositions de suite (mise en demeure) du point de contrôle n° 2.</p> <p>L'exploitant précise que le site ne génère pas de rejets d'eaux résiduelles. Les eaux de nettoyage en surface de l'entrepôt issues de l'auto-nettoyeuse de capacité 20 litres sont vidées dans un container GRV du site avant d'être expédiées et traitées au même titre que les GRV de lessiviels usagés sur sa plateforme de regroupement à Coignières (78). Selon les dires de l'exploitant, la machine est utilisée le plus souvent en hiver et/ou en période de pluie pour prévenir des chutes</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois